

**ABANDON DE LA LOI ANTI-MANIFESTATION
RESPECT DES LIBERTES PUBLIQUES
MANIFESTONS TOUTES ET TOUS SAMEDI 23 MARS à 10 h 00.**

Le gouvernement vient d'annoncer le recours à l'armée dans le cadre des manifestations annoncées pour samedi prochain, mesures inconnues depuis la grève des mineurs de 1947 et la répression en Guadeloupe en 1967.

Mardi 19 mars, à l'occasion de la journée d'action interprofessionnelle, nous avons fait le constat d'un déploiement des forces de l'ordre inconnu dans l'histoire des manifestations Tarbaises.

Nous assistons à une surenchère sécuritaire pour museler le mouvement social qui s'est concrétisée hier à Tarbes par la garde à vue imposée à quatre manifestants gilets jaunes pacifiques.

Ils n'ont dû la préservation de leur droit à manifester et d'échapper à un contrôle judiciaire qu'à l'intervention de leur avocat (garant des droits de la défense) et du juge des libertés. Ils sont convoqués devant le tribunal le 23 mai au motif « fourre-tout » de trouble à l'ordre public.

Cette volonté de l'exécutif se double au quotidien dans les entreprises des atteintes réitérées à l'exercice des libertés syndicales, c'est ainsi la secrétaire du syndicat CGT FAPT 65 (Angélique Samaran) qui est menacée de sanctions par la direction de La Poste du simple fait de l'exercice de la parole syndicale.

On le voit, il s'agit bel et bien de briser toute volonté de contestation des politiques antisociales du pouvoir et de museler la parole syndicale dans les entreprises.

La loi votée par l'assemblée nationale le 5 février 2019 est l'illustration de la dérive sécuritaire de ce gouvernement.

**Nous demandons, comme des dizaines d'organisations
(associations, syndicats....) l'abandon de cette loi liberticide.**

**AGISSONS POUR, LA JUSTICE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE, L'ÉGALITÉ, LA
SOLIDARITÉ DANS LES LUTTES ET LEUR EXTENSION POUR LES LIBERTÉS
PUBLIQUES ET UNE DÉMOCRATIE RESPECTUEUSE DES DROITS DE
L'HOMME ET DU CITOYEN!**

**Nous appelons à manifester dans l'unité à Tarbes
SAMEDI 23 MARS à 10 h 00 place de Verdun.**

Signataires de l'appel à manifester Hautes Pyrénées :

CGT-Solidaires-MNL- ATTAC-Alternatiba-Ligue des droits de l'homme-NPA-
France Insoumise-Parti de Gauche- Gilets Jaunes 65.